



# Convention de cartographie et d'analyse statistique de la délinquance

*Communication des données issues de l'Outil de Requête des Univers  
Statistiques (ORUS) à des fins de cartographie et d'analyse statistique partenariales*

Entre

La Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault

et

La Ville de Montpellier



# Sommaire

CONVENTION DE CARTOGRAPHIE ET D'ANALYSE STATISTIQUE DE LA DELINQUANCE.....	4
--	---

PREAMBULE .....	4
-----------------	---

Article I. Objet de la transmission de données.....	5
Article II. Natures des données communiquées .....	6
Article III. Modalités de communication .....	7
Article IV. Personnes habilitées .....	7
Article V. Protection des données .....	8
Article VI. Sécurité des systèmes d'information .....	8
Article VII. Périodicité .....	8
Article VIII. Exploitation de la cartographie .....	9
Article IX. Propriété des droits .....	9
Article X. Durée de la convention .....	10
Article XI. Clause exécutoire .....	10

<i>Annexe 1 – Convention d'échange partenariaux sécurisés .....</i>	<i>11</i>
---	-----------

CONVENTION D'ECHANGE PARTENARIAUX SECURISES.....	11
--	----

PREAMBULE .....	12
-----------------	----

Article I – Champ d'application .....	13
Article II – Règles de secret et de non-divulgation.....	13
Article III - Organisation.....	13
Article IV - Résiliation .....	14



- VU la Loi 2002-1094 du 29 août 2002 d'Orientation et de Programmation pour la Sécurité Intérieure (LOPSI) ;
- VU la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (art. 2) ;
- VU le décret n° 2011-110 du 27 janvier 2011 modifié, pris pour l'application des dispositions du troisième alinéa de l'article 31 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé LRPPN ;
- VU le Décret n°2007-1126 du 23 juillet 2007 relatif au Conseil Local et au Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD - CISPD) et au plan de prévention de la délinquance dans le département ;
- VU la circulaire interministérielle du 5 septembre 1993 INT/C/97/009/6/C plans départementaux de sécurité (PDS) ;
- VU le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la Ville de Montpellier en date du 25 octobre 2006
- VU la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (2015-2018) en date du 23 octobre 2015
- VU la convention de coordination entre les forces de sécurité de l'Etat et la police municipale de la Ville de Montpellier du 7 février 2017.



# CONVENTION DE CARTOGRAPHIE ET D'ANALYSE STATISTIQUE DE LA DELINQUANCE

## PREAMBULE

Le décret du 23 juillet 2007 met en place les instances de concertation sur les priorités de la lutte contre l'insécurité autour desquelles doivent se mobiliser les institutions et organismes publics et privés concernés.

Les conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance et les conseils départementaux de prévention favorisent à ce titre l'échange d'informations concernant les attentes de la population et peuvent définir des objectifs à atteindre grâce à l'intervention coordonnée des différents partenaires.

Cette action concertée nécessite la mise en place d'outils de pilotage au premier rang desquels figurent la représentation cartographique et l'analyse statistique des faits constatés de criminalité et de délinquance. Ces éléments, indispensables à la compréhension des phénomènes et de leur évolution, doivent aussi avoir une vocation opérationnelle et guider l'action des acteurs sur le terrain.

Elle résulte notamment de la géo localisation des données statistiques tirées de l'Outil de Requête des Univers Statistiques (ORUS) de la police nationale, complétées par les informations pertinentes des autres partenaires.

Cette démarche partenariale nécessite l'organisation de l'échange d'informations, notamment de données anonymisées par l'outil de requête (ORUS), dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, en particulier le décret n° 2011-110 du 27 janvier 2011 modifié portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé LRPPN d'où elles sont extraites

La présente convention a pour objet de fixer l'étendue, les modalités, la périodicité et les limites de la transmission par la police nationale des données issues de sa base statistique à son partenaire ainsi que les conditions de la restitution des exploitations qui auront été réalisées. Elle annule et remplace la précédente convention du 12 septembre 2011.

Il est convenu entre les soussignés

- **D'une part la Ville de Montpellier, représentée par Monsieur le Maire**  
agissant en vertu d'une délibération en séance publique en date du 15 décembre 2016.
- **D'autre part la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault,**  
**représentée par** \_\_\_\_\_, commissaire central, Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault, chef de la circonscription de sécurité publique de Montpellier.

*NB : Cette convention est à caractère bilatéral. Elle correspond à une situation qui voit une collectivité territoriale qui dispose d'outils de cartographie de procéder à l'élaboration d'indicateurs de cette nature sur la base des informations dont elle dispose, enrichies de celles de la police nationale.*

*Elle peut également servir lorsqu'un service de la police nationale et un partenaire local (OPHLM, transporteur public, etc.) souhaitent s'associer pour élaborer une cartographie des segments de délinquance qui les concernent en propre.*

*Par souci de clarté et de qualité des cartes qui sont élaborées, il convient de favoriser les situations où un acteur (le plus souvent la mairie) centralise les informations que ses partenaires lui auront transmises dans le cadre de conventions bilatérales.*

#### **Article I. Objet de la transmission de données.**

Les données communiquées par la police nationale servent exclusivement à l'élaboration d'une cartographie et d'une analyse statistique de la criminalité et de la délinquance enregistrées par les services dédiés à l'accomplissement des missions de prévention, de sécurité et de paix publiques, le cas échéant enrichies des éléments dont disposerait l'autre partie à la convention (enquête de victimisation, interventions des agents de police municipale, dégradations, tapage pour les OPHLM, etc.). Ces travaux sont destinés à :

- Identifier et localiser les manifestations de la criminalité et de la délinquance enregistrées par les services sur le ressort de compétence commun aux parties signataires (commune de Montpellier) ;
- Orienter, chacun en ce qui le concerne, l'engagement des moyens de lutte contre la criminalité et la délinquance, qu'il s'agisse de moyens humains (rondes et patrouilles) ou du déploiement de technologies (vidéoprotection) ;
- Mesurer l'impact des actions engagées.



## Article II. Natures des données communiquées

Les informations transmises par la police nationale sont extraites de l'application ORUS et concerne plus particulièrement les infractions constatées figurant aux 107 index de « l'état 4001 » à l'exclusion de données nominatives ou indirectement nominatives telles qu'elles sont définies à l'article 4 du décret n°2001-583 du 5 juillet 2001.

En l'espèce, seront transmis tous les faits relevant de l'état-maitre nommé « IS33 tableau communal de la délinquance enregistrée par la police nationale » mis à disposition des services territoriaux par le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI).

La liste des indicateurs communaux pouvant être actualisés sur les différents périmètres géographiques de la **commune de Montpellier** s'établit comme suit :

<u>Vols liés aux véhicules à moteur :</u> Dont les vols d'automobiles Dont les vols roulotte	Index 34 à 38 Index 35 Index 37
<u>Les cambriolages</u> Dont ceux des habitations principales	Index 27 à 30 index 27
<u>Autres vols sans violence contre des particuliers</u> Dont ceux perpétrés dans les lieux publics	Index 32, 42 et 43 Index 32 et 43
<u>Autres vols sans violence 5contre les entreprises ou des établissements)</u>	Index 33, et de 39 à 41
<u>Vols à main armée avec armes à feu</u>	Index 15 à 19
<u>Vols avec violence sans armes à feu</u>	Index 20 à 26
<u>Destructions et dégradations</u> Dont destructions et dégradations de biens publics (hors incendies et attentats) Dont destructions et dégradations de biens privés (hors incendies et attentats)	Index 62 à 68 Index 66  Index 67 et 68
<u>Coups et blessures volontaires</u>	Index 7

Chaque élément sera décliné :

- Date du fait ;
- Date d'enregistrement ;
- Code horaire (tranche horaire / ou heure) ;
- Type d'infraction (cf Index ci-dessus) ;
- Type de lieu ;
- Ilot PN ;
- Coordonnées de géolocalisation X et Y.

Sont exclus du champ d'application de la présente convention, toutes données informatisées autres que celles énumérées ci-dessus.

*NB : Le déploiement courant 2016 d'un outil cartographique propre à police nationale viendra enrichir les fonctionnalités de l'application ORUS dont l'utilisation dans le cadre de cette convention pourra faire l'objet d'un avenant.*

### **Article III. Modalités de communication**

Il faut exclure de la présente convention toute connexion directe aux bases de données de l'une ou l'autre des parties ou tout transfert de base.

Les parties conviennent de se transmettre des données sous un format compatible avec les standards du ministère de l'intérieur (.txt, .doc .xls). Les échanges de ces informations se font par l'utilisation d'une messagerie. Tout transfert doit donner lieu à l'utilisation du logiciel de chiffrement du ministère de l'intérieur (ACID CRYPTOFLER).

Les modalités de mise à disposition du logiciel de cryptage sont définies dans le cadre d'une convention spécifique annexée à la présente.

A la date de la signature de la présente convention les adresses de messageries qui servent à l'échange des données sont :

➤ **Pour la Direction Départementale de Sécurité Publique de l'Hérault, circonscription de sécurité publique de Montpellier :**

"  
"  
"  
"

➤ **Pour la ville de Montpellier :**

"  
"  
"  
"

### **Article IV. Personnes habilitées**

Au sein de la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault, les personnes habilitées à extraire, mettre en forme, chiffrer, communiquer, recevoir, utiliser, diffuser au sein des services territoriaux de la police nationale, les données statistiques et/ou la cartographie réalisées sur ces bases sont :

"  
"  
"  
"





Au sein de la Ville de Montpellier, les personnes habilitées à recevoir, décrypter et traiter les données, élaborer la cartographie, faire des analyses statistiques, procéder à des croisements de données, les diffuser, les utiliser dans le cadre des habilitations sont :

»  
»  
»

#### Article V. Protection des données

Le caractère sécurisé de ces communications d'informations ne délie pas les utilisateurs des nécessaires obligations liées au respect des règles concernant le secret professionnel et le partage d'information.

Les parties reconnaissent avoir été informées des conséquences du non-respect des règles de confidentialité attachées à ces échanges de données, de faits ou de situations qu'ils seront amenés à connaître. La communication de ces documents s'effectuera à des seules fins partagées.

Toute divulgation frauduleuse ou abusive, quels qu'en soient la nature et le destinataire, pourra donner lieu à rupture de la présente et, le cas échéant, à l'engagement de leur responsabilité pénale dans le cadre des textes législatifs et réglementaires qui encadrent la protection des personnes, de la vie privée, de la famille et des libertés (articles 226-13 du Code pénal et 9 du Code civil).

Conformément aux articles susmentionnés, la Ville de Montpellier, s'engage à garantir le respect par les personnes qu'elle aura désignées, de l'obligation de ne divulguer en aucune façon à l'égard des tiers les données reçues, excepté aux personnes expressément habilitées.

Ces échanges interviendront en outre dans le respect des rôles et de la déontologie de chacun.

#### Article VI. Sécurité des systèmes d'information

Les parties s'engagent à installer, sur leurs systèmes d'information et plus particulièrement sur le poste dédié à cette communication sécurisée, tous les outils assurant la protection de ces données contre des attaques virales et toutes autres intrusions indues par des personnes non autorisées. Elles s'assureront que ces outils sont mis à jour autant que nécessaire et leur bon fonctionnement testé régulièrement.

#### Article VII. Périodicité

Les transmissions de données se font à un rythme qui paraîtra le plus adapté à l'élaboration et à l'exploitation de la cartographie dans les conditions définies ci-dessous (7ème) d'ores et déjà le rythme mensuel est arrêté au plus tard la première quinzaine de chaque mois.

La commune de Montpellier s'engage à produire, à partir des données transmises, une représentation cartographique mensuelle des données et à la communiquer à la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault dans des délais compatibles avec une exploitation opérationnelle.



Il s'agira également de faire figurer une reproduction des faits non recensés par les services de la police nationale (enquête de victimisation, interventions des services sociaux, remontées des bailleurs sociaux, etc.) afin de matérialiser les bassins où le sentiment d'insécurité demeure le plus prégnant pour ce qui concerne les autres partenaires associés aux travaux de l'observatoire local de la tranquillité publique.

#### Article VIII. Exploitation de la cartographie

La cartographie élaborée sur la base des données recueillies par les partenaires est un outil d'aide à la décision. Elle ne saurait à elle seule suffire à déterminer des modes d'intervention ou de traitement de la délinquance, qui doivent se nourrir d'un constat partagé et d'un dialogue dynamique entre les partenaires.

C'est pourquoi les parties conviennent d'évoquer et d'utiliser les indications fournies par la cartographie et l'analyse statistique pour définir des stratégies à moyen terme ou des actions à court terme, à l'occasion :

- Des réunions qui se tiennent d'ores et déjà dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de coordination de police nationale, police municipale
- Des réunions préparatoires, des cellules de veille, des Groupes Territoriaux, des comités restreints, des formations plénières ou des suivis de l'insécurité organisés dans le cadre du Conseil local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance
- Des groupes de pilotages des systèmes de vidéoprotection
- De réunion ad hoc.

#### Article IX. Propriété des droits

Les parties à la convention s'engagent à ne transmettre à aucun autre organisme les données qui leur auront été confiées, aucune analyse ne sera diffusée sans accord des deux partenaires.

Par ailleurs, chacune des parties s'interdit formellement, sans avoir au préalable averti l'autre par écrit et recueilli son accord, d'autoriser ou de céder à des tiers la reproduction, l'adaptation ou la traduction de tout ou fraction des documents cartographiques en dehors des instances mises en place dans le cadre des textes visés ci-dessus.

Les données et documents élaborés pourront être utilisés dans le cadre d'études ou de communications réalisées par l'une ou l'autre des parties à la convention à la condition expresse d'en mentionner la source et de leur adjoindre les commentaires adéquats, notamment techniques, de nature à permettre une interprétation pertinente des données fournies.

#### Article X. Durée de la convention

La présente convention prend effet à partir de la date de signature des deux parties. Elle est valable un an et renouvelable par facile reconduction. La convention prendra fin sur dénonciation de l'une des deux parties, deux mois avant sa date d'échéance, par lettre recommandée avec A.R.

#### Article XI. Clause exécutoire

La présente convention est dispensée du droit de timbre et de formalité d'enregistrement. Elle deviendra exécutoire après avoir été revêtue de la signature des parties contractantes.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017

Monsieur le Commissaire Central  
Directeur Départemental de la  
Sécurité Publique de l'Hérault



Monsieur le Maire de la  
Ville de Montpellier





## CONVENTION D'ECHANGE PARTENARIAUX SECURISES

Entre

La Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault

Et

La Ville de Montpellier

**Entre les soussignés**

La Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault,  
Circonscription de Sécurité Publique de Montpellier,

**Représentées par**

En sa qualité de commissaire central, Directeur Départemental de la Sécurité Publique de  
l'Hérault

Adresse : 206 rue du Comté de Melgueil 34056 Montpellier Cedex1

Et

La Ville de Montpellier

**Représentée par**

En sa qualité de Maire de la Ville de Montpellier

Adresse : 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex2

**PREAMBULE**

La présente convention a pour objet d'organiser la sécurisation des transferts numériques de documents dans le cadre des échanges partenariaux instaurés entre les signataires.

Cette action devra garantir, par des moyens techniques spécifiques et une organisation adaptée, la confidentialité, la non-divulgateion et la non-cession des documents transmis entre les différentes parties.

**En conséquence de quoi, les parties conviennent de ce qui suit :**





### Article I – Champ d'application

Ces échanges sécurisés auront pour cadre principal les relations partenariats institutionnelles entre les parties. Ils pourront s'étendre, à leur gré et selon les besoins, à toute autre communication bilatérale.

Ces échanges concerneront exclusivement des transferts de documents ou de fichiers sous format .doc, xls ou .pdf (ou équivalents). Il faut exclure de la présente convention toute connexion directe aux bases de données de l'une ou l'autre des parties.

### Article II – Règles de secret et de non-divulgaration

Ces échanges interviendront dans le respect des rôles et de la déontologie de chacun. Le caractère sécurisé de ces communications d'informations ne délient pas les utilisateurs des nécessaires obligations liées au respect des règles concernant le secret professionnel.

Les parties reconnaissent avoir été informées des conséquences du non-respect des règles de confidentialité attachées à ces échanges de données, de faits ou de situations qu'ils seront amenés à connaître. La communication de ces documents s'effectuera à des seules fins partagées.

Toute divulgation frauduleuse ou abusive, quels qu'en soient la nature et le destinataire, pourra donner lieu à rupture de la présente et, le cas échéant, à l'engagement de leur responsabilité pénale dans le cadre des textes législatifs et réglementaires qui encadrent la protection des personnes, de la vie privée, de la famille et des libertés (articles 226-13 du code pénal et 9 du code civil).

En dehors de l'aval du responsable de sécurité des systèmes d'information de la DDSP34, les parties s'engagent à ne pas diffuser indûment, céder, vendre, donner à titre gratuit ni communiquer à des personnes non habilitées, les renseignements concernant la mise en place et l'utilisation de l'outil de chiffrement mis à leur disposition, propriété exclusive du ministère de l'intérieur.

De même la diffusion et la duplication du logiciel sont strictement réservées aux autorités du ministère de l'intérieur ou à leurs représentants dûment désignés.

Enfin le logiciel ne pourra pas être utilisé à d'autres buts que ceux fixés par la présente convention.

### Article III - Organisation

Les parties prendront toutes dispositions utiles pour garantir la protection et la sauvegarde sécurisée des documents ainsi transmis, notamment par une organisation interne rigoureuse et la mise en place d'une procédure d'habilitation et de responsabilisation systématique des agents concernés.

Les Parties échangeront les documents numérisés par l'intermédiaire exclusif d'une boîte à lettres (bal) fonctionnelle unique implantée à leur siège.

L'installation de l'outil de chiffrement sera réalisée par le responsable de sécurité des systèmes d'information de la DDSP34. Il aura la charge exclusive du paramétrage du système et de la gestion des clés.



Le partenaire devra désigner un interlocuteur unique en la personne de technicien habilité à la gestion d'informations sensibles qui **s'engagera par écrit au respect des règles d'organisation imposées par ce système** (cf courrier Réf. JL/0685 joint).

La composition du groupe partenarial concerné par l'utilisation de ce système de communication sécurisé, est du ressort de la DDSP34.

Le partenaire s'engage à installer, sur son système d'information et plus particulièrement sur le poste dédié à cette communication sécurisée, tous les outils assurant la protection de ces données contre des attaques virales et toute autre tentatives d'intrusion induite par des internautes non autorisés.

Le partenaire s'assurera que ces outils sont mis à jour autant que nécessaire et leur bon fonctionnement testé régulièrement.

#### Article IV - Résiliation

La présente convention prend effet à partir de la date de signature des deux parties. Elle est valable un an et renouvelable par tacite reconduction. La convention prendra fin sur dénonciation de l'une des deux parties, deux mois avant sa date d'échéance, par lettre recommandée avec A.R.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017

Monsieur le Commissaire Central  
Directeur Départemental de la  
Sécurité publique de l'Hérault

Monsieur le Maire de la  
Ville de Montpellier

